

BIOGRAPHIES des ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

Depuis la création d'Amnesty International par Peter Benenson en 1961, le mouvement a eu à sa tête huit secrétaires généraux ayant chacun contribué à la croissance, au développement et au façonnage d'Amnesty International, et à en faire l'organisation de défense des droits humains la plus influente du monde.

Eric Baker, 1967 - 1968

Pacifiste depuis toujours, Eric Baker fut le premier directeur d'Amnesty International et il a été secrétaire général par intérim de 1967 à 1968.

Sous son égide, Amnesty International a décidé d'octroyer le statut de « prisonnier d'opinion » à ceux qui refusent de participer à la guerre, qu'il s'agisse d'un conflit spécifique ou de toutes les guerres. C'est également lui qui a orienté l'action d'Amnesty International visant à inciter les États membres des Nations unies à adopter quatre conventions et protocoles internationaux, à savoir : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole se rapportant à la Convention relative au statut des réfugiés.

Eric Baker est mort en juillet 1976, à l'âge de 55 ans.

Martin Ennals, 1968 - 1980

Martin Ennals fut le premier secrétaire général du mouvement, et a occupé cette fonction pendant 12 ans, de 1968 à 1980. Au cours de cette période, son apport a été l'un des plus marquants de l'histoire d'Amnesty International.

Il a été nommé secrétaire général à une époque où l'organisation sortait à peine de sa première grande polémique publique au sujet d'actes de torture attribués aux forces britanniques à Aden, au Yémen.

Sous sa direction, Amnesty International a adopté un premier statut international pour la régulation démocratique de sa gouvernance, a enregistré de grandes avancées en termes d'impact auprès du public et s'est rapidement développée en tant qu'organisation.

Lorsque Martin Ennals a rejoint l'organisation, en 1968, le budget du Secrétariat international était inférieur à 20 000 livres britanniques, le Secrétariat international employait 19 personnes, et on dénombrait 27 sections nationales et 850 groupes. Quand Thomas Hammarberg a pris sa succession au poste de secrétaire général en 1980, le budget international était de 1 666 280 livres britanniques, 150 personnes travaillaient au Secrétariat international, et le mouvement comptait 39 sections nationales et 2 200 groupes.

Martin Ennals enchaînait sans relâche travail, voyages professionnels et engagements publics, ce qui lui permit de rencontrer des chefs de gouvernement et des chefs d'État, notamment le chah d'Iran, le Premier ministre pakistanais, Zulfikar Ali Bhutto, et de nombreux autres responsables auxquels il a demandé de libérer les prisonniers d'opinion et de faire en sorte que les prisonniers politiques reçoivent un traitement équitable.

Au cours de son mandat, Amnesty International s'est vu décerner le prix Nobel de la paix (1977). Martin Ennals a alors veillé, comme on pouvait s'y attendre, à ce qu'un prisonnier politique reçoive le prix au nom d'Amnesty International, plutôt que lui-même en sa qualité de secrétaire général. En 1978, Amnesty International a également reçu le prix des droits de l'homme des Nations unies.

Deux campagnes lancées par Amnesty International à cette époque sont particulièrement représentatives de la capacité du mouvement à mobiliser des centaines de milliers de personnes dans le monde. Il s'agit de la campagne contre la torture et de la campagne pour l'abolition de la peine de mort ; elles sont encore synonymes à ce jour du travail et des aspirations du mouvement d'Amnesty International.

Martin Ennals a personnellement défendu la campagne pour l'abolition de la peine de mort, alors que des débats avaient lieu en interne afin de déterminer si Amnesty International devait devenir un mouvement abolitionniste.

« Lorsque Amnesty International atteindra les années 90, a écrit Martin Ennals en 1980, elle devra à la fois agir en faveur de prisonniers et s'attacher à identifier les autres détenus ayant besoin d'assistance, dans le monde entier. La complexité du principe d'impartialité doit être acceptée et comprise par les gouvernements et les mouvements d'opposition. Amnesty International n'est pas et ne doit pas être un mouvement de contestation ou d'opposition s'ingérant dans les affaires internes nationales. Elle doit plutôt travailler à obtenir qu'il soit reconnu que les dissidents ont des droits et que les gouvernements ont le devoir de protéger leur société contre les abus débouchant ou susceptibles de déboucher sur l'emprisonnement, la torture ou la mort. Convaincre les gouvernements de ces principes, qu'en théorie ils acceptent et en faveur desquels ils se sont eux-mêmes publiquement engagés, est une ambition extraordinaire. »

Le fait que cette ambition semble aujourd'hui non seulement réalisable, mais également de plus en plus à notre portée, est à attribuer au rôle joué par Martin Ennals dans le cadre des initiatives visant à inscrire de manière durable les droits humains à l'ordre du jour à l'échelon international.

La contribution de Martin Ennals a été essentielle à la naissance du mouvement moderne de défense des droits humains, et c'est en hommage à cet apport que le prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme a été créé en 1993. Chaque année, il récompense une personne qui s'est distinguée par son combat contre les violations des droits humains par des moyens courageux et innovateurs. La Fondation Martin Ennals est une coalition de 10 des principales ONG de défense des droits humains, parmi lesquelles : Amnesty International, Human Rights Watch, Human Rights First, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, l'Organisation mondiale contre la torture, Front Line, la Commission internationale de juristes, le Service international pour les droits de l'homme, Diakonie Allemagne et le Système d'information et de documentation sur les droits humains.

Martin Ennals est mort en octobre 1991 au Canada.

Thomas Hammarberg, 1980 - 1986

Thomas Hammarberg a pris ses fonctions de secrétaire général d'Amnesty International en 1980 et est resté à ce poste jusqu'en 1986, après une carrière dans le journalisme international.

Dans le cadre de son travail pour l'organisation, il s'est rendu : en Irlande du Nord pour diriger une enquête sur des allégations de torture (1971), en Union soviétique à la rencontre de membres d'Amnesty International (1974), en Turquie pour y évoquer les droits humains avec le gouvernement (1974 et 1978), à Cuba pour y observer le système carcéral et rencontrer des responsables gouvernementaux (1977) et au Viêt-Nam pour une mission similaire (1979).

Sous la direction de Thomas Hammarberg, Amnesty International a donné le coup d'envoi de la première campagne contre la peine de mort, lancé un appel en faveur d'une grâce universelle pour l'ensemble des prisonniers d'opinion (plus d'un million de personnes ont signé des pétitions, qui ont ensuite été présentées aux Nations unies un an plus tard), publié un rapport spécial sur les assassinats politiques commandités par des gouvernements, condamné les lois et les pratiques relevant de l'apartheid, et réaffirmé son opposition aux traitements inhumains infligés à ceux qui ne cachent pas leur orientation sexuelle.

Thomas Hammarberg était par ailleurs à la tête de l'organisation lors du lancement de la deuxième campagne contre la torture et, notamment, d'un programme en 12 points pour l'abolition de la torture qui a fini par peser sur la décision de l'Assemblée générale des Nations unies d'adopter la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984). Au cours de cette période, Amnesty International a publié son premier kit éducatif, *Teaching and Learning about Human Rights*, et pris la décision d'élargir le mandat d'Amnesty International afin qu'il inclue un travail en faveur des réfugiés.

Ian Martin, 1986 - 1992

Ian Martin est devenu secrétaire général d'Amnesty International le 1^{er} octobre 1986, et a occupé cette fonction pendant six ans.

Pendant son mandat, Amnesty International a connu une période de croissance sans précédent, passant d'un peu plus d'un demi-million de membres et sympathisants en 1986 à plus d'un million en 1992. Dans le même temps, le nombre de groupes locaux est passé de 3 433 dans 50 pays à plus de 6 000 dans plus de 70 pays.

Ian Martin était à la tête de l'organisation pendant ce qui fut une période de mutations, avec la fin de la Guerre froide, des bouleversements au sein de l'ancienne Union soviétique et en Europe centrale et de l'Est, l'émergence de conflits en ex-Yougoslavie ayant mené à l'explosion de ce pays en États distincts, et la guerre du Golfe (1990-1991).

C'est sous l'autorité d'Ian Martin qu'Amnesty International a pris le parti d'adopter un certain nombre de stratégies innovantes afin d'atteindre ses objectifs en termes de droits humains ; on peut notamment citer : la tournée de concerts *Human Rights Now!* (Sting et Bruce Springsteen y ont participé, et la tournée est passée par 19 villes dans 15 pays, et a été vue par des millions de téléspectateurs lors d'une diffusion à l'occasion de la Journée des droits de l'homme), le lancement de la tournée de concerts de rock *Conspiracy of Hope* (à laquelle ont pris part U2, Sting, Peter Gabriel, Bryan Adams, Lou Reed, the Neville Brothers et d'autres), et la parution d'une nouvelle étude de grande envergure sur la peine de mort : *La peine de mort dans le monde - Quand l'État assassine*.

Pour les 30 ans d'Amnesty International, Ian Martin était à la tête de l'organisation alors que celle-ci élargissait son domaine d'action - adoptant un nouveau mandat et s'engageant à promouvoir l'ensemble des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme - afin d'y inclure un travail sur les violations commises par les groupes d'opposition armés, sur la prise d'otages et sur l'incarcération de personnes en raison de leur orientation sexuelle.

Pierre Sané, 1992 - 2001

Pierre Sané a été nommé secrétaire général d'Amnesty International en octobre 1992, et a occupé cette fonction jusqu'en avril 2001.

Il a dit avoir accepté le poste de secrétaire général parce que « travailler dans l'optique d'une véritable universalisation de l'exercice des droits humains est le plus grand service que quiconque puisse rendre aux personnes les plus faibles ou défavorisées dans nos sociétés. »

Il a beaucoup voyagé pour le compte d'Amnesty International afin d'aborder des questions en rapport avec les droits humains avec des chefs de gouvernement et d'autres hauts responsables dans le monde entier, et dans le but de participer à d'autres activités dans le cadre des campagnes de l'organisation.

En tant que secrétaire général, Pierre Sané s'est rendu dans de nombreux pays pour discuter des motifs de préoccupation d'Amnesty International directement avec les autorités. Des missions de haut niveau l'ont mené dans des dizaines de pays, notamment : en Israël et dans territoires palestiniens occupés (1996) ; en Afrique du Sud (1995, 1996, 1997) ; au Pérou et en Colombie (1996) ; aux États-Unis (1997) ; au Mexique (1997) ; au Kenya (1997) ; au Maroc (1998) ; en Corée du Sud (1998) ; en Espagne (1998) ; en Côte d'Ivoire (1999) ; et au Mali (1999).

En 1998, Pierre Sané a été à la tête d'une campagne mondiale pour la commémoration du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, attirant l'attention du monde entier sur les menaces pesant sur les défenseurs des droits humains dans de nombreux pays. Il a présidé les États généraux des Défenseurs des droits humains à Paris en décembre 1998 et a appelé la communauté internationale à s'engager de nouveau en faveur des valeurs et principes consacrés par la DUDH.

Irene Khan, 2001 - 2009

Irene Zubaida Khan a été la septième secrétaire générale d'Amnesty International, d'août 2001 à décembre 2009.

Elle a pris les rênes d'Amnesty International l'année du 40^e anniversaire de l'organisation, à une période où celle-ci cherchait les moyens qui lui permettraient d'évoluer et de faire face à la complexité des nouvelles formes de violations des droits humains dans le monde, et elle a été confrontée aux événements difficiles qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001.

Au cours de sa première année à ce poste, Irene Khan a opéré une refonte de la manière dont Amnesty International réagit aux situations de crise, et a mené une mission de haut niveau au Pakistan lors du bombardement de l'Afghanistan. Elle a également dirigé des missions d'Amnesty International en Israël et dans les territoires palestiniens occupés juste après l'occupation israélienne de Jénine, et en Colombie avant l'élection présidentielle de mai 2002.

Au cours du mandat d'Irene Khan, Amnesty International a entamé un travail de lutte contre la torture dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », lancé les campagnes *Contrôlez les armes* et *Halte à la violence contre les femmes* ainsi qu'un appel mondial au respect des droits fondamentaux des personnes infectées par le VIH/sida, et elle a attiré l'attention du monde sur le supplice des mères de jeunes femmes tuées au Mexique. Elle a par ailleurs préparé l'organisation au lancement de la campagne *Exigeons la dignité* ayant pour but de mettre fin aux violations des droits économiques, sociaux et culturels qui, associées aux atteintes aux droits civils et politiques, entraînent et aggravent la pauvreté.

Au cours de son mandat, les Nations unies ont adopté la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.